

“En Belgique francophone, le débat public est plus pauvre qu’en Flandre”

Cette semaine, onze recteurs ont pris la plume pour demander la naturalisation de la famille de Mawda.

- De tels engagements dans le débat public sont rares dans le chef du monde académique.
- Trop? Certains le pensent.

Dossier réalisé par
Bosco d’Otreppe

Nous, Recteurs”. La formule est exceptionnelle. Cette semaine, la lettre que onze recteurs d’universités ont envoyée au Premier ministre Charles Michel pour demander la régularisation de la famille de Mawda a paradoxalement rappelé combien leur prise de parole publique était rare. Il est vrai que, contrairement à leurs troupes, les recteurs engagent toute leur institution. Mais au-delà de cette prise de position, c’est l’engagement même des universitaires dans le débat public qui apparaît, a priori, comme rare. “Frileux même”, répondront certains. “Difficile et méconnu”, nuanceront d’autres. A tel point périlleux en tout cas, que sera concrètement lancé le 19 juin prochain “Carta Academica”. Par ce réseau, des dizaines d’universitaires belges entendent réfléchir et encourager leur prise de parole publique. A son tour donc, “Carta Academica” repose cette même question : les académiques s’engagent-ils adéquatement dans le débat public ? L’irriguent-ils suffisamment ?

1 “En Belgique, on fait appel à l’expert plutôt qu’à l’intellectuel”

“En Belgique francophone, les débats sont beaucoup moins riches que du côté néerlandophone.” Professeur émérite à l’UCL, fondateur de la chaire Hoover d’éthique économique et sociale, et auteur du livre “Belgium, une utopie pour notre temps” qui sera publié dans un mois, Philippe Van Parijs a toujours souhaité stimuler le débat public. Le travail est cependant ardu, fait-il comprendre. “En Belgique néerlandophone, on trouve des médias qui ont plus de moyens, et une intelligentsia qui s’investit davantage dans le débat. Côté francophone, nous sommes un peu phagocytés par les débats français, et il existe un déficit de discussions sur certaines questions proprement belges.”

A qui la faute ? Aux médias ? “C’est vrai que le rôle des universitaires dans le débat public reste souvent secondaire. Mais ce n’est pas leur souhait. C’est plutôt parce que la place qui est offerte au regard et au discours analytiques de l’universitaire est petite, insiste Jacinthe Mazzocchetti qui est professeur à l’UCL et à l’initiative de “Carta Academica”. Si certaines personnalités ont pu se faire une place, nous, les universitaires, nous n’avons pas beaucoup d’espace en dehors des cartes blanches. Souvent, on nous

appelle en urgence pour obtenir un supplément ou une confirmation d'analyse sur un sujet très pointu. Et globalement, il nous est difficile de sortir de notre étiquette de spécialiste. Il est donc urgent qu'universitaires et journalistes inventent d'autres manières de travailler ensemble."

"La France est plus familière avec le concept d'intellectuel public, même si le Belge a soif du débat d'idées, renchérit François Gemenne, enseignant à Sciences Po Paris, à l'université de Liège, et habitué des médias. En Belgique, c'est vrai que l'on sollicite plutôt l'avis de l'expert que de l'intellectuel. Or je milite très clairement pour que les médias interrogent davantage des académiques sur des sujets de société. On y entend trop les représentants des partis, et le débat y est du coup très partisan. Même si, pour moi, le point de vue des universitaires n'est pas en tant que tel supérieur aux autres, je milite aussi pour qu'ils se lancent davantage dans le débat. Et pas uniquement lorsqu'il s'agit de leur champ d'expertise."

2 "Le monde académique peut être cruel quand un des siens prend la parole"

Toute la question est là. Si la méthodologie caractérise en principe un universitaire, a-t-il la compétence et le droit de s'exprimer en dehors de ce en quoi il est spécialiste ?

"Une expression que j'aime utiliser, est celle de l'inexpertise responsable, répond Philippe Van Parijs. Prendre part au débat public implique inévitablement que l'on aille au-delà du tout petit champ de nos compétences. Et nous avons la liberté et la possibilité de nous renseigner pour le faire avec méthodologie et à partir de la meilleure synthèse critique possible. A la lumière de nos jugements de valeurs également, car il ne peut y avoir de participation au débat public qui ne prenne appui en même temps sur des jugements de valeurs. Pour

moi, il est absurde de penser que notre participation au débat public ne pourrait se faire que de manière neutre et dans les limites de notre expertise."

Candidate rectrice à l'université de Liège, Ann Lawrence Durviaux apporte un regard différent. *"Il est évident que la liberté d'expression est une valeur fondamentale. Et il est évident que la prise de parole dans le débat public fait partie de notre troisième mission académique qui est l'engagement dans la Cité.*

Mais cette expression doit se faire dans le respect de nos compétences. Si on sort de son champ d'expertise, on s'exprime à titre personnel. On ne doit pas tromper le lecteur en revendiquant alors un titre ou une appartenance à une université."

Si l'engagement dans la Cité est réfléchi dans toutes les universités, il n'est pas toujours suffisamment encouragé, affirment beaucoup de chercheurs. *"Si on le fait, c'est très bien, mais c'est en plus, et si on a le temps",* regrette Jacinthe Mazzocchetti, qui rappelle que cet engagement est moins utile pour l'université – car il ne la fait pas monter dans les rankings internationaux – et pour le chercheur – dont l'évolution de la carrière dépend en partie des publications scientifiques.

"Et puis un tel engagement est souvent mal considéré, continue François Gemenne. Beaucoup d'universitaires ont presque peur de se lancer, car le monde académique peut être très cruel quand un des siens prend la parole. D'autant plus si c'est dans la presse populaire, ce qui est dramatique car on coupe alors la population d'un débat public de qualité."

Au-delà des suspicions, une autre difficulté est le temps. Dans nos universités, la charge enseignante, qui est plus importante que dans d'autres pays, se conjugue difficilement avec les impératifs administratifs et la nécessité de poursuivre des recherches. *"Alors, oui, c'est parfois difficile, acquiesce Ann Lawrence Durviaux. Mais attention: je ne suis pas certaine qu'il y ait vraiment une carence. De très nombreux universitaires sont investis et mettent leurs compétences au service d'associations ou de la coopération au développement par exemple. Notre engagement, qui n'est pas toujours assez connu, ne se limite pas aux interventions dans les journaux ou sur les réseaux sociaux."*

"La France est plus familière avec le concept d'intellectuel public."

François Gemenne
Professeur à l'ULiège

3 “La spécialisation des études rend difficile l’engagement dans le débat public”

“Il est faux de dire que les académiques ne s’expriment pas, insiste Laura Rizzerio, professeur de philosophie à l’université de Namur. Mais qu’est-ce que le débat public ? Si c’est le discours émotionnel des réseaux sociaux, alors il est peut-être sage que les universitaires ne s’y investissent pas. Le problème en fait, est que les discours du monde académique ne sont pas toujours écoutés par une opinion qui court derrière l’immédiateté, l’émotion, et qui recherche parfois ce qu’elle a envie d’entendre.”

Le contexte est difficile à bien des égards, confirme Philippe Van Parijs. “Contrairement à d’autres, la parole scientifique n’a pas perdu en autorité dans l’opinion publique. Mais il est clair qu’elle est moins facilement entendue”, poursuit-il en citant notamment les réseaux sociaux, ces miroirs qui nous renvoient ce que l’on a aimé et ce qu’appréciaient nos amis. Qui façonnent en définitive des bulles et des communautés d’intérêts, de culture ou de pensée.

Face à ces défis, quel sera l’avenir alors que la parole académique sera plus que nécessaire pour affronter la complexité du monde, les questions sociales, écologiques et (bio) éthiques dont la gravité s’annonce inédite ?

Aujourd’hui, de très nombreux universitaires, sans pour autant noircir le tableau, regrettent une mauvaise maîtrise de la langue dans le chef des étudiants. Et, par conséquent, une plus grande difficulté pour eux de construire une pensée personnelle et critique. Sans s’exprimer sur ce point, Laura Rizzerio rappelle aussi la nécessité d’introduire de la philosophie dans

le secondaire, “sans écarter pour autant les cours de religion”, pour susciter et intéresser au débat public de qualité. Particulièrement à une époque où des questions éthiques prennent de plus en plus d’importance dans de nombreux domaines, insiste-t-elle. “Un enseignement de la philosophie permet de former les jeunes générations à une pensée critique, et leur offre des outils capables d’élargir leur capacité réflexive pour comprendre leur époque. L’absence de culture philosophique rend plus difficile le débat, car on y entre plus facilement par le biais de ses propres émotions.”

Et ce constat ne vaut pas que pour le secondaire. “Dans certaines facultés, poursuit la philosophe, les parcours d’étude sont de plus en plus techniques. Quasi jamais on ne pousse les étudiants à lever les yeux, à prendre distance par rapport à une méthodologie spécifique, ni même à questionner le sens de certaines démarches. Les formations sont très techniques car la société pousse à des spécialisations très techniques. Du coup, on construit des filières de plus en plus spécifiques. La technicité qui s’installe dans l’université va rendre plus difficile pour les chercheurs le fait de s’exprimer en dehors de leur spécialisation, et d’intervenir dans le débat

public. Nous sommes de plus en plus dans des modèles universitaires anglo-saxons. Tout y est basé sur les réussites techniques et la rentabilité. La formation d’un sujet humain capable de croiser les méthodologies et les disciplines est de moins en moins poussée. Heureusement, il y a des initiatives académiques qui sont prises pour contrer cette tendance, mais elles restent particulières. Heureusement également, l’université demeure un lieu de liberté et de résistances.”

“A l’université, la formation d’un sujet humain est de moins en moins poussée.”

Laura Rizzerio
Professeur à l’UNamur

Ann Lawrence Durviaux
Professeur de droit à l’université de Liège

“De très nombreux universitaires mettent leurs compétences au service d’associations par exemple. Notre engagement n’est pas toujours assez connu.”

Philippe Van Parijs
Professeur émérite à l’UCL et fondateur de la chaire Hoover

“Au Nord, une intelligentsia s’investit davantage dans le débat. Côté francophone, il existe un déficit de discussions sur certaines questions proprement belges.”